

<http://www.snetap-fsu.fr/Enseignement-agricole-public-les.html>



Forum-débat du CDDEAP

# Enseignement agricole public : les premières conclusions du Comité rendues publiques au Salon de l'agriculture



- Nos Actions - Les Communiqués -  
Date de mise en ligne : jeudi 1er mars 2012

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

**Le Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public, invité par la Confédération paysanne à l'occasion du salon de l'agriculture le 28 février 2012, a organisé un forum sur le thème : « Le modèle de développement agricole et les territoires ruraux évoluent : quelles conséquences sur les politiques publiques en terme de formation et d'éducation ? »**

**Trois interventions liminaires ont permis de poser les termes du débat :**

- **Régis Hochart, pour la Confédération Paysanne a dénoncé les évolutions et les travers de l'agriculture durant les années 60 à 80 :** La course à la productivité a créé des catastrophes tant sur le plan économique qu'écologique ou social. Il est aujourd'hui nécessaire d'engager une transition vers une agriculture respectueuse de l'environnement, relocalisée et qui assure une réelle rémunération aux agriculteurs.

Pour cela l'enseignement agricole (et en particulier l'enseignement public) doit jouer un rôle moteur. Les programmes de l'enseignement agricole ne doivent pas se contenter de proposer ici ou là quelques modules d'agriculture biologique, mais intégrer pleinement les nouvelles données qui permettront d'assurer cette transition écologique de l'agriculture.

Avec Estelle Royet, porte parole du [MODEF](#), ils ont insisté sur la nécessité que l'enseignement agricole intègre, mieux qu'il ne le fait aujourd'hui, dans ses formations la connaissance et la maîtrise des données économiques (filères, maîtrise des coûts, revenu du travail ...)

- **Jean-Marie Le Boiteux, pour le SNETAP-FSU** après avoir rappelé l'évolution de l'enseignement agricole qui, décennie après décennie, a vu la part de l'enseignement public se réduire au profit du privé, en a souligné les conséquences : un enseignement agricole inféodé à la pensée dominante d'une partie de la profession acquise à ce productivisme dénoncé par Régis Hochart. En sortir implique de changer ses orientations :
  - **1°)** Redonner la priorité au service public en rendant celui-ci majoritaire en terme de scolarisation
  - **2°)** extraire l'enseignement agricole de la pression des lobbies professionnels en le sortant de la tutelle du Ministère de l'Agriculture pour le rattacher à un Ministère unique chargé de l'éducation et de la formation qui reste à inventer
  - **3°)** repenser les contenus enseignés pour intégrer toutes les données scientifiques nécessaires à la maîtrise de toutes les dimensions du métier (technique, économique, mais aussi sociale et environnementale). L'enseignement ne doit pas imposer un modèle, mais aiguïser le sens critique et donner les outils de raisonnement pour permettre au futur professionnel de maîtriser ses choix.
- **Jean-Pierre Boinon, chercheur, a dénoncé un modèle de développement agricole, mis en place dans les années 60, mais qui est aujourd'hui en crise.** Trois piliers soutenaient ce modèle productiviste : la recherche agronomique, l'enseignement agricole et le « développement agricole » contrôlé par le syndicalisme agricole majoritaire.

Ce système a conduit aujourd'hui à une agriculture où 800 paysans se suicident chaque année et où 25% des agriculteurs gagnent moins que le [SMIC](#).

Pour enrayer cela il faut une recherche agronomique et un enseignement agricole au service d'un modèle de production « écologiquement intensif » et créateur d'emploi.

Mais aujourd'hui, l'absence de visibilité à moyen terme concernant les crédits dont disposent les équipes conduit à recruter des chercheurs précaires, ce qui conduit à un énorme gâchis de compétences, à une démotivation dans le travail.

La transition écologique de l'agriculture ne se fera qu'en mettant à plat les finalités, les priorités et les méthodes de la recherche agronomique publique. Une réforme de l'[INRA](#), mais aussi des Universités et des écoles agronomiques devrait permettre de les libérer du poids des lobbies privés et d'y faire valoir l'intérêt général.

Il conclut en disant que nous n'assurerons pas cette transition sans une réorientation profonde du pilotage de la recherche agronomique française, sans changer les objectifs assignés à l'enseignement agricole et au développement agricole, en un mot sans remettre en cause la politique libérale actuelle.

Les interventions qui ont suivi [\[1\]](#), et les échanges avec la soixantaine de participants au forum ont confirmé ces larges convergences d'analyse et de vue. Ils ont enrichi le débat et la réflexion, avec notamment l'idée de réintroduire dans les enseignements la maîtrise du fonctionnement des écosystèmes et de la microbiologie des sols.

**Le débat a aussi mis en évidence la nécessité de le prolonger et de l'élargir en particulier sur la question des besoins en formation continue et pour la promotion sociale des acteurs du monde paysan et rural.**

[Consulter les six propositions du Comité](#)

[Voir aussi le communiqué de Martine Faure sur son site](#)

---

[\[1\]](#) Les autres invités étaient Laurent Levard (Parti de Gauche), Gérard Le Cam (Sénateur PCF des Côtes d'Armor), Estelle Royet (MODEF), Bernard Péré (conseiller Régional d'Aquitaine Europe Ecologie-Les verts), Martine Faure (Députée socialiste de la Gironde), Bernadette Groison (secrétaire Générale de la FSU) et Patrick Simon (Syac-CGT).